

Zeitschrift: Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur
Herausgeber: Gesellschaft Schweizer Monatshefte
Band: 51 (1971-1972)
Heft: 3

Artikel: L'avenir de l'Europe
Autor: Spaak, Paul-Henri
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-162630>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'avenir de l'Europe

L'avenir de l'Europe se joue pour le moment, j'en suis convaincu. Il dépend du résultat des négociations en cours entre la Communauté européenne et la Grande-Bretagne.

On raconte que Louis XVI aurait écrit dans son journal au soir du 14 juillet 1789, le jour de la prise de la Bastille «Aujourd'hui, rien à signaler». Nous nous moquons de ce pauvre Roi qui ne comprenait rien à son temps et ne prévoyait pas l'avenir. Sommes-nous sûrs d'être plus clairvoyants? Il est évident que l'Europe sera complètement différente suivant que la négociation en cours réussira ou non. Si elle échoue, je ne prétends pas que l'Europe occidentale connaîtra la pauvreté, mais je suis sûr qu'elle ne jouera plus jamais dans le monde un rôle digne de son passé. Je suis sûr que l'idéal qui animait les protagonistes d'une Europe unie autour des années cinquante ne se réalisera plus. Que les différents pays qui la composent seront dominés par les super-grands d'aujourd'hui et de demain. Au contraire, si elle réussit, tous les espoirs sont permis. Le moment est donc vraiment crucial. Est-ce que l'opinion publique s'en rend compte? Est-elle plus clairvoyante que Louis XVI? Je ne le crois pas. Sa quasi indifférence m'inquiète.

Avant de dire où nous en sommes, il est nécessaire, pour bien comprendre la situation d'aujourd'hui, de rappeler d'où nous venons. Ceux qui, au lendemain de la deuxième guerre mondiale luttaient pour transformer l'Europe, étaient animés essentiellement par trois idées: Ils voulaient réconcilier la France et l'Allemagne, ils croyaient aux grands ensembles économiques, ils espéraient arrêter le déclin d'une civilisation.

Il fallait réconcilier la France et l'Allemagne pour éviter le retour de la guerre. Deux guerres mondiales étaient nées en partie à cause de la rivalité existant entre les deux pays. Il fallait y mettre fin en intégrant leurs économies et en leur donnant une structure politique commune. Sur ce terrain, d'incontestables progrès ont été accomplis. La France et l'Allemagne se retrouvent dans l'Alliance atlantique et dans la Communauté européenne. L'hypothèse d'une nouvelle guerre entre elles ne doit plus aujourd'hui être retenue.

La conviction des Européens était aussi que l'avenir appartient aux grands ensembles. Ils ne s'étaient pas trompés. Les progrès extraordinaires accomplis par la science et la technique exigent pour être développés au maximum un vaste champ d'application. Les communautés de quelques millions d'habitants ne suffisent plus. L'avance prise par les Etats-Unis et par l'U.R.S.S. dans certains domaines essentiels prouve la justesse de cette affirmation.

Dans la conquête de l'espace, qui est sans contredit la grande aventure de notre siècle, les pays de l'Europe occidentale, qui furent si longtemps à la tête du progrès, sont dès maintenant et probablement définitivement écartés. Leur carence à cet égard est la manifestation évidente de leur déclin. S'ils parvenaient à unir leurs forces, à additionner leurs richesses matérielles et intellectuelles, rien ne permet de croire qu'ils ne seraient pas capables de faire aussi bien et peut-être même mieux que ce qui se fait aux Etats-Unis ou en U.R.S.S.

Enfin, et ceci est peut-être l'essentiel, il s'agissait aussi il y a vingt ans comme il s'agit encore aujourd'hui, de sauver les valeurs morales de la civilisation occidentale et de permettre à l'Europe de faire à nouveau rayonner son message.

Un grand écrivain suisse, Denis de Rougemont, qui est aussi l'un des meilleurs combattants pour l'Europe unie, a sur ce sujet écrit de fort belles pages dans son livre *L'esprit européen*. Il a réussi à expliquer clairement ce qu'est essentiellement ce message européen confronté avec celui des deux supergrands d'aujourd'hui. Je le cite :

L'Europe a dominé le monde pendant des siècles par sa culture d'abord dès le Moyen-Age, par sa curiosité et son commerce à l'époque des grandes découvertes, par ses armes et son art de la guerre mis au service, tantôt de la rapacité de telle nation ou de tel prince, tantôt d'idéaux contagieux, enfin par ses machines et par ses capitaux.

Mais voici que l'Amérique et la Russie viennent de lui ravir coup sur coup les machines et les capitaux, les idéaux contagieux et les armes, le grand commerce et jusqu'à la curiosité de la planète! Tout cela dans l'espace de trente ans et sans retour possible à vues humaines. Que nous reste-t-il donc en propre? Un monopole unique: celui de la culture, au sens le plus large du terme, c'est-à-dire: une mesure de l'homme, un principe de critique permanente, un certain équilibre humain résultant de tensions innombrables. Cela on nous le laisse encore et à vrai dire c'est le plus difficile à prendre! Mais c'est aussi le plus difficile à maintenir en état d'efficacité. A l'origine de la religion, de la culture et de la morale européennes, il y a l'idée de contradiction, de déchirement fécond, de conflit créateur. Il y a ce signe de contradiction par excellence qui est la croix. Au contraire, à l'origine des deux empires nouveaux, il y a l'idée de l'unification de l'homme lui-même, de l'élimination des antithèses et du triomphe de l'organisation bien huilée, sans histoire et sans drame. Il s'ensuit que le héros européen sera l'homme qui atteint dramatiquement le plus haut point de conscience et de signification: le saint, le mystique, le martyr. Tandis que le héros américain ou russe sera l'homme le plus conforme au standard du bonheur, celui qui réussit, celui qui ne souffre plus parce qu'il s'est parfaitement adapté.

L'homme exemplaire pour nous c'est l'homme exceptionnel, c'est le grand homme; pour eux c'est, au contraire, l'homme moyen, le common man, base ou produit des statistiques. Pour nous, l'homme exemplaire c'est le plus haut exemple; pour eux, c'est l'exemplaire de série. Pour nous, la vie résulte d'un conflit permanent et son but n'est pas le bonheur mais la conscience plus aiguë, la découverte d'une science, d'une signification, fut-ce dans le malheur de la passion, fut-ce dans l'échec. Ils visent à l'inconscience heureuse et nous à la conscience à n'importe quel prix. Ils veulent la vie, nous des raisons de vivre même mortelles.

On ne peut pas mieux, me semble-t-il, résumer ce grand et délicat problème. Ce que nous voulions intellectuellement au lendemain de la guerre a été politiquement exprimé au Congrès de La Haye en mai 1948.

Le manifeste, adopté à l'unanimité par les congressistes, résume à merveille nos aspirations de l'heure. Il m'apparaît encore aujourd'hui comme parfaitement valable. En voici le passage essentiel :

L'Europe est menacée, l'Europe est divisée et la plus grave menace vient de ces divisions.

Appauvrie, encombrée de barrières qui empêchent ses biens de circuler mais qui ne sauraient plus la protéger, notre Europe désunie marche à sa fin. Aucun de nos pays ne peut prétendre, seul, à une défense sérieuse de son indépendance. Aucun de nos pays ne peut résoudre seul les problèmes que lui pose l'économie moderne. A défaut d'une union librement consentie, notre anarchie présente nous exposera demain à l'unification forcée, soit par l'intervention d'un empire du dehors, soit par l'usurpation d'un parti du dedans.

L'heure est venue d'entreprendre une action qui soit à la mesure du danger.

Tous ensemble, demain, nous pouvons édifier avec les peuples d'outre-mer associés à nos destinées, la plus grande formation politique et le plus vaste ensemble économique de notre temps. Jamais l'histoire du monde n'aura connu un si puissant rassemblement d'hommes libres. Jamais la guerre, la peur et la misère n'auront été mises en échec par un plus formidable adversaire. Entre ce grand péril et cette grande espérance, la vocation de l'Europe se définit clairement. Elle est d'unir ces peuples selon leur vrai génie qui est celui de la diversité et dans les conditions du vingtième siècle qui sont celles de la communauté, afin d'ouvrir au monde la voie qu'il cherche, la voie des libertés organisées. Elle est de ranimer ses pouvoirs d'invention pour la défense et pour l'illustration des droits et des personnes humaines dont, malgré toutes ses infidélités, l'Europe demeure aux yeux du monde le grand témoin.

La conquête suprême de l'Europe s'appelle la dignité de l'homme et sa vraie force est dans la liberté. Tel est l'enjeu final de notre lutte. C'est pour sauver nos libertés acquises mais aussi pour en élargir le bénéfice à tous les hommes que nous voulons l'union de notre continent.

Sur cette union, l'Europe joue son destin et celui de la paix du monde.

Les résolutions du Congrès de La Haye, chose bien rare, devaient toutes, dans les années qui suivirent, devenir des réalités: le Conseil de l'Europe, l'Institut européen de la Culture, le Marché commun. Mais cette évolution que je viens de rappeler n'aurait pas eu lieu si Churchill n'avait pas prononcé à Zurich, le 19 septembre 1946, son discours historique.

Dans son livre intitulé «Vingt-huit siècles d'Europe», Denis de Rouge-

mont a montré que l'idée européenne avait hanté bien des esprits au cours des siècles. Des philosophes, des sociologues, des poètes ont rêvé de modifier la structure de notre continent et souvent leurs œuvres prophétiques gardent encore aujourd'hui un accent d'actualité. Leurs visions ne se réalisèrent pas parce qu'aucun homme politique ne prit la responsabilité de les défendre.

En 1929, du haut de la tribune de la Société des Nations, Aristide Briand fit pourtant une première tentative. Elle se heurta à l'hostilité de certains et au scepticisme de presque tous. Les temps n'étaient pas propices ; le communisme, le fascisme, le nazisme empêchaient tout accord. La deuxième guerre mondiale fut la punition de notre échec et de nos divisions.

C'est cette lacune que Churchill est venu combler dans son discours de Zurich. Ce fut un grand discours, dans la meilleure veine churchilienne, généreux, audacieux, plein de formules frappantes. Son retentissement fut énorme. Jamais un homme politique responsable n'avait parlé de pareille façon. Grâce à lui, la nécessité de réaliser l'union des pays européens cessait d'être un rêve de poète ; elle devenait une réalité politique urgente.

Mais ce qu'il y a peut-être de plus extraordinaire, c'est que ce discours, si lourd de conséquences, ne fut pas à l'époque bien compris. Certes, Churchill se faisait l'avocat de l'unité de l'Europe, mais d'une Europe dont la Grande-Bretagne ne ferait pas partie et cette importante restriction, à l'époque est passée inaperçue. Quand on relit le discours aujourd'hui, on ne comprend pas comment un tel malentendu a pu se produire. Churchill parlait d'une Europe dont la France et l'Allemagne devraient prendre la tête ensemble. A cette Europe, il promettait le soutien de la Grande-Bretagne et souhaitait celui des Etats-Unis et même celui de l'U.R.S.S.

En 1946, on a entendu l'appel à l'union, on n'a pas voulu remarquer la restriction. Pendant plusieurs années, Churchill a été considéré comme le leader le plus important dans le combat pour l'unité européenne. Il présida le Congrès de La Haye et fut membre de l'Assemblée parlementaire de Strasbourg. Il plaida pour l'entrée de l'Allemagne au Conseil de l'Europe. Il proposa la création d'une armée européenne. Ainsi se confirmait sa réputation d'Européen convaincu et ardent. Quand il reprit le pouvoir en 1951, la désillusion fut grande lorsque, succédant aux travaillistes, il prit sur le problème de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et sur celui de la Communauté européenne de la défense (CED) des positions négatives, qui n'étaient pas très différentes de celles de ses prédécesseurs. C'est à tort qu'on l'accusa. Il était resté dans la ligne qu'il avait indiquée à Zurich : partisan d'une Europe unie, mais à laquelle la Grande-Bretagne n'adhérerait pas.

Si l'on fait l'histoire de l'évolution de l'idée européenne en Grande-Bretagne, après avoir cité Churchill on ne peut oublier Bevin et son discours aux Communes le 22 janvier 1948, quelques mois avant le Congrès de La Haye. Ce discours est lui aussi un grand discours historique. Il marque le tournant de la politique internationale des pays de l'occident démocratiques. Jusqu'à cette époque, la volonté de maintenir avec l'U.R.S.S. l'alliance qui avait permis de gagner la guerre était l'idée dominante, celle à laquelle on sacrifiait tout le reste. En janvier 1948, Bevin a dit ses désillusions et la conviction devenue la sienne: «Cette politique ne peut être poursuivie. Elle constitue une duperie, car l'U.R.S.S. n'entend nullement lier son sort à celui de ses alliés de la guerre. Au contraire, elle s'oppose à eux. Il est donc devenu indispensable de chercher une autre voie. Celle qui s'indique c'est celle du rassemblement des forces occidentales et démocratiques.»

Ce grand discours est résolument «européen». Il constitue une sorte d'écho à celui de Zurich. Il va peut-être plus loin puisque ce qu'il propose c'est une réorganisation dont la Grande-Bretagne ferait partie. Les conséquences de cette intervention furent immédiates. Le Traité de Bruxelles en fut la première et l'Alliance atlantique la seconde.

Mais Bevin ne persista pas. Après ses audaces du début de 1948, il se montra hésitant par la suite devant les tentatives faites pour unir les pays européens. A quoi faut-il donc attribuer cette position? Quels sont les arguments qui furent employés pendant plusieurs années, aussi bien par les travaillistes que par les conservateurs? Essentiellement, ils prétendaient qu'ils ne pouvaient rien faire qui diminuerait en quoi que ce soit leurs relations avec le Commonwealth et ajoutaient qu'une intégration trop poussée en Europe était de nature à leur faire courir ce danger. Cette formulation traduisait un état psychologique au fond très compréhensible. Il est très difficile, quasi impossible à un grand pays, qui vient de sortir victorieux d'une grande guerre au cours de laquelle il a fait montre d'exceptionnelles qualités de courage et d'endurance, de réaliser que ses institutions ne répondent plus aux réalités.

Cette aventure fut celle de la France après la première guerre mondiale. Victorieuse, elle a voulu une politique étrangère qui répondait à l'idée qu'elle se faisait de sa puissance. D'où ses engagements dans l'est de l'Europe. Elle ne s'était pas rendue compte que plus encore que victorieuse elle était exsangue. De même, la Grande-Bretagne victorieuse ne pouvait imaginer qu'il lui fallait trouver autre chose pour assurer son avenir, que ce Commonwealth auquel elle devait en partie ses victoires.

A cet aspect, que je crois essentiel, il faut ajouter une sorte d'impossibilité pour l'anglais de se passionner pour les constructions intellectuelles

et ce qu'elles ont de hasardeux et même d'un peu arbitraire. Harold Macmillan, dans un discours prononcé devant l'Assemblée de Strasbourg, l'a dit dans des termes qui me semblent excellents. Il affirmait: «la première différence est une question de tempérament et d'intellect. Elle se fonde sur l'ancienne divergence de deux courants de pensée et de deux méthodes d'argumentation: la tradition continentale aime raisonner à priori et descendre du sommet vers les plaines, partant de principes généraux pour en arriver à leur application pratique. C'est la tradition de Saint Thomas d'Aquin, des scolastiques et des grands érudits et penseurs continentaux. Les Anglais aiment discuter à postériori, partant de l'expérience pratique pour remonter vers les sommets. C'est la tradition de Bacon et de Newton.»

Quoi qu'il en soit et quelle que soit l'explication du phénomène, il est incontestable qu'à partir de 1952, la Grande-Bretagne devint réticente, hostile même de la construction européenne. Elle refusa de s'y associer et tenta de l'empêcher lorsqu'elle fut obligée de croire à sa réalisation et à son succès.

* * *

Mais les années ont passé. Le Marché commun a démontré son importance. Les liens avec le Commonwealth se sont relâchés, les esprits ont évolué. Les meilleurs ont compris que la Grande-Bretagne ne pouvait rester isolée devant une Europe continentale qui s'organisait.

En 1961, le Gouvernement britannique, alors présidé par M. Macmillan, fit une première tentative de rapprochement. Sa demande d'adhésion échoua à la suite de l'incroyable conférence de presse du Général de Gaulle, en janvier 1963. Harold Wilson, devenu Premier Ministre, fit un nouvel effort. Le Gouvernement français continua à se montrer hostile jusqu'au jour où le Général de Gaulle abandonna le pouvoir. A la conférence de La Haye en décembre 1969, les réticences théoriques disparurent et les négociations avec les pays qui demandaient leur adhésion devinrent possibles. Elles sont en cours et l'on a quelque raison d'espérer qu'elles réussiront.

Personnellement, je ne suis pas enthousiaste de la façon dont elles sont conduites, mais je reconnaiss volontiers que seul le résultat importe. J'aurais aimé que les négociateurs paraissent plus conscients de l'importance de ce qu'ils entreprennent. Il s'agit de l'avenir de l'Europe, de la place de l'Europe dans le monde. Or, on discute autour de quelques questions techniques comme s'il s'agissait d'un important traité de commerce. La volonté politique, la volonté de réaliser une grande politique, ne me paraît pas suffisamment présente.

Oublant les incidents et les erreurs du passé, il faudrait traiter la Grande-

Bretagne dans la négociation non comme un adversaire mais comme un futur partenaire. Il faudrait lui appliquer les principes qui furent admis en 1954 quand il s'est agi d'obtenir l'adhésion de la France, dont la situation économique et monétaire était à cette époque difficile. Le protocole français joint au Traité de Rome faisait à la France une situation toute particulière et privilégiée. Il traduisait la volonté politique de ses auteurs.

Si aujourd'hui la Grande-Bretagne déclare accepter le Traité de Rome et ses conséquences politiques indirectes et la politique élaborée par la Communauté, c'est l'essentiel. Pour lui permettre de s'adapter, il faut se montrer compréhensifs et lui accorder les délais dont elle a besoin. Que représente un retard de deux ou trois ans et même une différence dans les comptes de quelques millions de livres sterling, en face de l'objectif politique à atteindre? Ce dont il faut être persuadé, c'est que si la Grande-Bretagne, suivie par le Danemark, la Norvège et l'Irlande, adhère au Marché commun, celui-ci constituera une unité économique de plus de 220 millions d'habitants. Elle atteindra de ce point de vue le niveau des Etats-Unis ou de l'U.R.S.S. Elle deviendra immédiatement la plus forte unité commerciale du monde et, demain, sera une unité économique capable de concurrencer les plus puissants. Plus tard, elle sera aussi un élément actif de la politique mondiale. Une telle Communauté européenne devient ainsi l'un des atouts essentiels pour donner des solutions adéquates aux problèmes nouveaux qui se présentent dans le monde.

* * *

Je ferais bien sans doute de m'arrêter ici, mais lorsque les organisateurs de cette conférence sont venus me trouver à Bruxelles, ils m'ont discrètement invité à donner mon avis sur les questions que pose la Suisse face au Marché commun. C'était là sans doute une sorte de provocation, celle du genre auquel je n'ai jamais pu résister. Je me rends bien compte qu'il est difficile pour un étranger de juger la politique d'un pays voisin, que l'on risque de froisser certains sentiments. Pourtant la tâche ne me paraît pas impossible et j'ai confiance dans l'esprit libéral et dans l'indulgence de ceux qui m'écoutent.

J'ai essayé d'abord de bien comprendre le problème. J'ai été aidé par la lecture de l'excellente conférence faite en novembre 1970 par votre Ministre des Affaires Etrangères, Monsieur Graber. Il a, dans une forme très claire et quelquefois émouvante, expliqué les bases de la politique suisse. Elles sont au nombre de trois: le fédéralisme, la démocratie directe et la neutralité.

Examinant les résultats de l'application de ces principes, M. Graber n'hésite pas à parler d'un miracle suisse. Le mot est important. A la réfle-

xion, il n'est pas exagéré. C'est en effet une sorte de miracle que d'avoir maintenu pendant tant d'années une stabilité politique et sociale, d'avoir connu une grande prospérité économique et surtout, dans une Europe déchirée par deux guerres mondiales, d'avoir conservé la paix.

Et cependant, n'est-il pas permis et peut-être même n'est-il pas sage de se demander si les raisons de ce miracle gardent aujourd'hui toute leur valeur. C'est, me semble-t-il, un utile sujet de réflexion qui nous permettra sans doute de mieux juger les obstacles qui paraissent s'opposer à l'entrée de la Suisse dans la Communauté européenne.

Première observation : Le système suisse a fait ses preuves depuis très longtemps et plus particulièrement au dix-neuvième et au vingtième siècle. L'argument n'est certes pas sans valeur, mais il ne me paraît pas décisif. Plus personne aujourd'hui ne conteste les mutations qui se sont opérées sous nos yeux et l'extraordinaire accélération de l'histoire. Grâce aux progrès de la science et de la technique, tout a changé. Est-il raisonnable de penser que seules les institutions politiques resteront immuables ? J'endoute.

Deuxième observation : Le cas de la Suisse est tout à fait spécial. Puis-je me permettre une remarque ? Il me semble que les Suisses ont tendance à croire que les problèmes qui se posent lorsqu'on envisage la création de l'Europe nouvelle leur sont propres et sont exceptionnels. C'est une erreur. Leur cas n'est pas particulier, même si leurs problèmes sont quelquefois différents de ceux qui se posent aux autres. Est-ce qu'il n'est pas important pour la France de renoncer à son protectionnisme traditionnel, à la Grande-Bretagne d'accepter des liens plus étroits avec l'Europe qu'avec le Commonwealth, à l'Allemagne fédérale de ne pas donner la priorité au problème de sa réunification ? Pour chaque pays, le dernier quart du 20e siècle sera une époque de choix, et l'on sait que choisir c'est renoncer. La Suisse me paraît se trouver dans la même situation que celle où se trouvait la Grande-Bretagne tout de suite après la deuxième guerre mondiale : difficultés énormes pour un pays de changer les bases du système dans lequel il a vécu, quand les événements ont démontré que ce système était bon pour le passé. Difficulté d'admettre que ce qui a permis le succès dans les temps écoulés ne doit pas nécessairement l'assurer dans les temps à venir.

Troisième observation. Dans une construction européenne, le fédéralisme suisse serait condamné à disparaître. C'est là une erreur. La tendance actuelle est à la décentralisation, à la régionalisation et même au fédéralisme. Il n'y a pas d'incompatibilité entre une Europe unie et le fédéralisme de l'un de ses membres. Nous ne savons pas ce que sera politiquement l'Europe unie, mais dans aucun cas, elle ne sera un Etat centralisé et unitaire. Le maintien de la personnalité de chacun de ses membres sera l'une des nécessités. C'est une formule fédérale qui, seule, pourra la rencontrer.

Quatrième observation: Dans une Europe unie que deviendra le système de la démocratie directe? Il n'existe dans ce domaine, pas plus que dans celui du fédéralisme, une incompatibilité de principe. Pour la Suisse comme pour tous les autres membres de la Communauté européenne, il pourra y avoir à certains moments contrariété entre le droit interne et le droit communautaire. C'est évidemment le droit communautaire qui devra avoir la priorité, mais les difficultés qui peuvent résulter de ce principe existent de la même façon pour tous les Etats membres.

Cinquième observation, et c'est sans doute la plus importante: La Suisse ne veut pas renoncer à sa neutralité. On comprend fort bien cette position puisque l'on comprend que les Suisses soient attachés à un système qui, dans leur esprit, leur a permis d'éviter d'être entraînés dans deux guerres mondiales. Mais, est-ce bien la neutralité qui les a sauvés? Est-ce que d'autres pays neutres n'ont pas subi un sort différent? Est-ce qu'il y a quelqu'un au monde qui croit qu'Hitler était homme à respecter une formule juridique? Est-ce que la Suisse n'a pas été épargnée parce qu'aucun belligérant n'avait intérêt à l'envahir? Est-ce que la Suisse n'a pas été sauvée par la configuration de son sol et la valeur de son armée? Je me permets de poser ces questions en me demandant aussi quelle serait, en cas de guerre atomique, la valeur de la neutralité, car il est évident qu'une telle guerre ignorerait complètement les frontières.

Est-ce qu'il n'est pas aussi raisonnable de se demander si la notion de neutralité n'a pas complètement changé? Hier, être neutre en Europe c'était être neutre entre la France et l'Allemagne. Aujourd'hui que ces deux puissances sont réconciliées, qu'elles sont l'une et l'autre membres de l'Alliance atlantique et de la Communauté européenne, qu'elles sont liées par un traité de spéciale amitié, cette neutralité là n'a plus guère de sens. Etre neutre aujourd'hui, c'est être neutre entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, ou plutôt entre le communisme et la démocratie. Dans un tel contexte, la Suisse ne peut pas être neutre. Telle qu'elle existe et telle qu'elle veut être, elle a fait son choix et pris parti.

Enfin, il est évident que dans le monde d'aujourd'hui la neutralité n'est plus une conception uniquement politique. Elle implique des conséquences économiques importantes. Elle conduit inévitablement à un certain isolement. La meilleure preuve, c'est que c'est sa neutralité qui avant tout empêche la Suisse d'adhérer au Marché commun. Cette neutralité est donc devenue dans une certaine mesure un obstacle à son plein développement économique. Cet isolement partiel n'est-il pas contraire aux nécessités actuelles? A mon avis, les grands problèmes d'aujourd'hui dépassent tous le cadre trop étroit des Etats européens. Que ce soit la défense, l'économie, la monnaie, l'environnement ou le tiers monde, il n'y a plus de solution

nationale. C'est seulement par la coopération et l'usage de leurs forces intégrées qu'une solution peut être trouvée pour les Etats européens aux questions nouvelles qui se posent à nous.

Dernière considération: Il n'est pas douteux que du point de vue économique la Suisse aurait avantage à faire partie du Marché commun et que ce sont des raisons politiques qui l'empêchent de demander son adhésion. Ceci crée une étrange situation. Trois constatations peuvent être faites. Primo, le Traité de Rome, qui crée la Communauté européenne, ne contient aucune clause, aucune obligation politique. Secundo, tout le monde reconnaît qu'adhérer au Traité de Rome c'est aussi en accepter les conséquences politiques indirectes mais certaines. Tertio, personne ne peut dire quelle sont ces conséquences politiques, quelle forme prendra l'Europe politique de demain.

Tous les systèmes sont possibles, sauf celui d'un Etat centralisé. Il est certain également que l'Europe politique ne se fera pas par une extension des pouvoirs accordés à la Commission européenne. L'Europe politique aura ses institutions propres. Sera-ce sous la forme d'une fédération? Sera-t-il dans une première étape une confédération? Assisterons-nous au contraire à une constitution juridique particulière? Personne aujourd'hui ne pourrait répondre à ces questions. Il est très possible que nous assisterons à des expériences diverses et partielles avant d'avoir trouvé la forme définitive que prendra notre Organisation.

La Suisse fait-elle un choix heureux en refusant d'adhérer à une entreprise économique qui lui apportera des avantages certains, par crainte d'une organisation politique qu'elle ne connaît pas – pas plus que ne la connaissent d'ailleurs les adhérents au Marché commun – mais qui sera probablement assez semblable à la sienne, car les problèmes qui se posent à l'Europe ne sont pas fondamentalement différents de ceux qui se sont posés à la Suisse dans le passé.

Une erreur d'appréciation aujourd'hui pourrait être fatale, car l'adhésion au Marché commun deviendra de plus en plus difficile. Plus l'intégration aura été poussée au sein du Marché commun, plus un pays qui s'en sera tenu éloigné aura de peine à s'adapter. Le cas de la Grande-Bretagne en est une preuve. Si elle avait adhéré il y a quelques années, elle aurait participé à la discussion de la politique agricole et l'une des principales difficultés d'aujourd'hui n'existerait pas. Dans une pareille entreprise, l'attente n'est pas une bonne politique.

* * *

J'espère que cette analyse, bien qu'incomplète, si elle n'a pas convaincu, n'a pas paru déplacée. Mon plaidoyer est la preuve de mon désir de voir

un pays comme la Suisse, qui appartient tellement à l'Europe, se joindre à la grande aventure qui consiste à rajeunir un continent, à le mettre à même de jouer à nouveau le rôle essentiel qui est le sien depuis plus de vingt-cinq siècles. La création d'une Europe unie sera sans doute l'un des événements essentiels du vingtième siècle. Ses conséquences seront aussi importantes que celles de la révolution russe. Ce qui rend passionnant le combat pour cette idée, c'est qu'il se déroule sans qu'il soit fait appel à la force ou à la violence. C'est un appel à la coopération et à l'esprit de solidarité qui devrait unir des hommes qui, à travers le temps, se sont certes beaucoup battus, mais qui appartiennent pourtant à la même civilisation, ont les mêmes intérêts et la même conception de la vie. C'est un combat par des moyens honorables pour une noble cause. La génération à laquelle j'appartiens a fait sa part. Aux jeunes, il appartient de terminer l'ouvrage.

5. Winston-Churchill-Gedenkvorlesung, gehalten an der Universität Genf, am 15. Januar 1971.

HARALD VON RIEKHOFF

Europäische Sicherheitsperspektiven

Von der Abschreckung zur Friedenssicherung

Nichts Neues

«In Europa nichts Neues», so könnte die Prognose für die strategische Entwicklung der kommenden Dekade lauten. Die damit angedeutete Immobilität würde aber nur auf die formelle Sicherheitsstruktur Europas zutreffen, nicht auf den Inhalt der sich anbahnenden Ost-West-Beziehungen. Die nähere Zukunft verspricht auch keine Bewältigung des zentralen Problems Europas, nämlich der Teilung dieses Kontinents in zwei sich fremd gegenüberstehende gesellschaftspolitische Systeme, obwohl die erweiterten Kontakte eine allgemeine Auflockerung und ein Abschwächen der gegenseitig empfundenen Bedrohung versprechen. Beim Fortdauern dieses Teilungszustandes ist auch kein dramatischer Wandel in den aus dem Schisma